DEPARTEMENT DE LA VENDEE

ARRONDISSEMENT DES SABLES D'OLONNE

COMMUNE DE VAIRE

SEANCE du 26 juillet 2022

Nombre de Conseillers :

- en exercice : 19
- présents : 15
- votants : 18

L'an deux mil vingt et deux, le vingt-six juillet à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de Vairé, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle Rabelais de Vairé. La séance a été ouverte sous la présidence de Monsieur le Maire, Michel CHAILLOUX.

Présents : MM CHAILLOUX Michel, TRICOT Ralph, CHAILLOUX Jean-Charles, CHARIE Pamela, DENIS Elisabeth, DESPIERRES Francis, BERTHEAU Delphine, LUCAS Gwenaëlle, VALLADE Philippe, RUCHAUD Philippe, TRICHET Annabelle, VRILLONNEAU Caroline, HENRIONNET Cyrielle, RABILLÉ Philippe, THO-MAZEAU Pascal.

Absents excusés : LUCAS Nathalie (procuration à M. CHAILLOUX), BRUNEAU Franck (procuration à C. VRILLONNEAU), LOGEAIS Cyril (procuration à P. RUCHAUD).

Absent : David BONZOM

Secrétaire de séance : HENRIONNET Cyrielle

Adoption du procès-verbal du 28/06/2022 à l'unanimité des membres présents.

Ordre du jour:

A – Finances :

- 1 - Budget commune : Décision Modificative n°2
- 2 - RESTORIA : Avenant

B – Personnel :

- 1 – Ligne Directrice Générale (LDG)
- 2 – Tableau des effectifs : Création – suppression poste service technique (Avancement)

C – Affaires générales :

- 1 – Les Sables d'Olonne Agglomération : Convention installation de bache incendie Zone de la Combe
- 2 – Les Sables d'Olonne Agglomération : Comité des partenaires pour la mobilité - Désignation d'un représentant de la commune

Questions diverses

DELEGATIONS :

Urbanisme :

Par délibération du 31/01/2020, le conseil Les Sables d'Olonne Agglomération a délégué aux communes le droit de préemption,

Droit de préemption sur délégation : renonciation

N°	Date Arrivée	Nom des Propriétaires	Nom & Adresse Mandataire	Adresse du bien	Section & N°	Surface
27/2022	01/07/2022	JACQUIER Nelly	Me KERGOYANT	6, allée des Blés d'Or	AD 73	556 m ²
28/2022	04/07/2022	GUILBAUD Yves	Me BRARD	10, rue des Tournesols	AD 294	694 m ²
29/2022	06/07/2022	BONNIN Johan	Me TREILLARD	69, avenue Georges Clemenceau	AI 192	1030 m ²

Délégation article L2122-22-4°s

Travaux - Equipement	Nom	Adresse	Montant HT	Date
Marché de travaux - VRD îlot Clemenceau	COLAS	LES SABLES D'OLONNE	138 825.00 € HT	22/07/2022

DEL20220726-01 : FINANCES – BUDGET 2022 - DECISION MODIFICATIVE N°2

Les décisions modificatives sont destinées à procéder, en cours d'année, après le vote du budget primitif, à des ajustements comptables.

Elles prévoient et autorisent les nouvelles dépenses et recettes qui modifient les prévisions budgétaires initiales, tout en respectant l'équilibre du budget primitif.

Monsieur l'adjoint aux finances soumet à l'approbation du Conseil Municipal la décision modificative °2 au Budget 2022 et propose d'opérer des virements de crédits comme suit :

❖ Fonctionnement :

- **Chapitre 67-693 « Titres annulés (sur exercices antérieurs) » :** remboursement en 2022 suite à subvention d'une somme de 115.32€ versée en 2021.

❖ Investissement :

- **Chapitre 2151-95 « Travaux d'aménagement » :** VRD rue du Stade.

Fonctionnement					
Chap/Article	Dépenses	Montant	Article	Recettes	Montant
67-673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500 €	70632	Centre de Loisirs	115 €
022	Dépenses imprévues	- 385€			
	Total	115 €		Total	115€

Investissement					
Article/op	Dépenses	Montant	Article	Recettes	Montant
2151-95	Voirie rue du Stade	40 000 €	1327-95	Fonds de Concours	40 000 €
	Total	40 000 €		Total	40 000 €

Total Général	40 115 €	40 115 €
----------------------	----------	----------

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour, 0 contre et 0 abstention :

- ❖ Adopte la décision modificative n°2 telle que présentée ci-dessus ;
- ❖ Charge le Maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier.

*

DEL20220726-02 : FINANCES – AVENANT RESTORIA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9 ;

Vu la réglementation sur les Marchés Publics, et plus particulièrement l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique ;

Vu la décision du Maire n° 2021-14, attribuant le marché de « fourniture de repas en liaison froide » à la société SAS RESTORIA- 12, rue Georges Mandel – Parc de l'Angevinière – CS 50955 – 49009 ANGERS Cedex 01, selon les montants mentionnés au BPU ;

Vu la délibération DEL20220531-02, approuvant le principe d'une indemnisation soumise à la signature d'une convention en vue de la prise en compte de la hausse exceptionnelle du coût des matières premières avec la SAS RESTORIA ;

Monsieur l'adjoint aux finances expose au Conseil Municipal qu'en raison de la crise que nous traversons, de nombreux secteurs économiques sont particulièrement touchés par des pénuries d'approvisionnement qui engendrent un renchérissement important des coûts et un allongement des délais de livraison. Que le dispositif d'indemnisation initialement proposé au fournisseur ne leur apparait pas suffisant, et que seul la passation d'un avenant portant modification des prix du marché serait de nature à préserver nos relations contractuelles avec ledit fournisseur.

Considérant que le présent avenant modifie le contenu du marché initial en un point :

- Plus-value de 6% sur chaque ligne du BPU à compter du 1^{er} septembre 2022 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 18 voix pour, 0 contre et 0 abstention, décide:

- ❖ D'approuver l'avenant n°1 au marché de fourniture de repas en liaison froide, intégrant une hausse de 6% des prix mentionnés au bordereau des prix unitaires ;
- ❖ D'inscrire les crédits nécessaires aux dépenses du budget 2022 ;
- ❖ D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant et tout document relatif à ce dossier.

DEL20220726-03 - PERSONNEL : LIGNE DIRECTRICE DE GESTION (LDG)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 33-5 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique, notamment son article 30 ;

Vu le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires, notamment ses articles 13 à 20 ;

Vu l'avis du Comité Technique dans sa séance du 11 juillet 2022 ;

Considérant que la loi de Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 a introduit un nouvel article 33-5 dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui impose aux Maires et Présidents d'établissements publics à établir, pour le 31 décembre 2020 au plus tard, des Lignes Directrices de Gestion (LDG) dès lors que la collectivité territoriale ou l'établissement public comporte au moins un agent.

Considérant que les modalités de mise en œuvre sont définies par le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 qui prévoit que les lignes directrices de gestion :

- Déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines
- Fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels.

Considérant que ces lignes directrices de gestion constituent ainsi le document de référence pour la gestion des ressources humaines de la collectivité territoriale ou de l'établissement public.

Considérant qu'elles sont établies par l'autorité territoriale après avis du comité technique.

Considérant qu'elles sont communiquées par voie numérique et le cas échéant par tout autre moyen à l'ensemble des agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public et qu'elles s'appliqueront en vue des décisions individuelles (promotions, nominations, mobilités...) prises à compter du 1er janvier 2021.

Considérant que ces lignes directrices de gestion peuvent être prises pour une durée de 6 ans maximum et qu'elles peuvent faire l'objet de révisions à tout moment, après avis du comité technique.

Considérant que la mise en œuvre des lignes directrices de gestion relatives à la promotion et la valorisation des parcours professionnels fait l'objet d'un bilan annuel devant le Comité technique, sur la base des décisions individuelles prises durant l'année écoulée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 18 voix pour, 0 contre et 0 abstention, décide :

- ❖ D'approuver la mise en œuvre des lignes directrices de gestion de Vairé, comme prévu dans le document joint en annexe ;
- ❖ D'autoriser leur entrée en vigueur à compter de la date de signature de l'arrêté par l'autorité territoriale pour une durée de cinq ans, renouvelables un an après chaque nouveau mandat municipal pour une durée de six ans. Elles pourront faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision

en cours de période, après avis du Comité Technique.

- ❖ De confier à la secrétaire de mairie la charge de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat.

Une ampliation sera adressée au Président du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Vendée.

*

DEL20220726-04 - PERSONNEL : CREATION – SUPPRESSION DE POSTE AUX SERVICES TECHNIQUES (AVANCEMENT)

Vu l'article L313-1 du code général de la fonction publique confiant à l'organe délibérant des collectivités le soin de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, pour tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, la création d'un emploi d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe pour assurer les missions dévolues aux services techniques.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 18 voix pour, 0 contre et 0 abstention, décide :

- ❖ D'approuver la suppression d'un emploi permanent à temps complet (x/35) d'adjoint technique de 2^{ème} classe ;
- ❖ D'approuver la création d'un emploi permanent à temps complet (x/35) d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe ;
- ❖ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*

DEL20220726-05 - AFFAIRES GENERALES : LES SABLES D'OLONNE AGGLOMERATION : CONVENTION INSTALLATION DE BACHE INCENDIE ZONE DE LA COMBE

Monsieur le Maire expose que suite à l'extension de la ZA de la Combe, le débit d'eau alimentant les poteaux incendie est apparu insuffisant pour assurer la défense contre les risques d'incendie. Une bache à incendie a été installée et remplie d'eau afin de compenser le risque lié au manque de débit permettant ainsi aux secours d'intervenir pour des incendies situés dans un rayon de 400m.

Cette bache étant située sur une ZA, l'implantation a été réalisée aux frais de l'Agglomération des Sables d'Olonne. Le remplissage des 240m³ d'eau a quant à lui été réalisé aux frais de la commune.

Par la présente convention, les Sables d'Olonne Agglomération s'engage à rétrocéder les montants liés à la consommation d'eau et aux frais annexes du remplissage d'une bache à incendie d'une contenance de 240 m³ réalisé par la Commune de Vairé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 18 voix pour, 0 contre et 0 abstention, décide :

- ❖ D'approuver la signature de cette convention avec Les Sables d'Olonne Agglomération ;

- ❖ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*

DEL20220726-06 - AFFAIRES GENERALES : LES SABLES D'OLONNE AGGLOMERATION : COMITE DES PARTENAIRES POUR LA MOBILITE - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire expose qu'afin de mettre en œuvre sa politique en matière de mobilité et pour répondre aux objectifs ambitieux du Plan Climat Air Energie Territorial, Les Sables d'Olonne Agglomération souhaite instaurer un Comité des Partenaires de la mobilité, conformément à la loi d'Orientation des Mobilités.

Afin de représenter au mieux la population du territoire et ainsi mieux saisir les enjeux de la mobilité, quatre collèges sont mis en place dont un collège institutionnel pour lequel un représentant par commune membre de l'agglomération doit être désigné.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de désigner l' élu qui le représentera au sein du comité des partenaires. Monsieur Jean Charles CHAILLOUX se porte volontaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 18 voix pour, 0 contre et 0 abstention, décide :

- ❖ De nommer Monsieur Jean-Charles CHAILLOUX comme représentant de la Commune de Vairé au sein du collège institutionnel du Comité des Partenaires pour la mobilité.
- ❖ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*

Divers

*

L'ordre du jour étant terminé, le Maire déclare la séance levée à 20 h 15
Fait et résumé, les jour, mois et an susdits.

CHAILLOUX Michel		BRUNEAU Franck	Absent
LUCAS Nathalie	Absente	VRILLONNEAU Caroline	
TRICOT Ralph		THOMAZEAU Pascal	
BERTHEAU Delphine		CHARIE Pamela	
CHAILLOUX Jean-Charles		LOGAIS Cyril	Absent
RABILLÉ Philippe		RUCHAUD Philippe	
DESPIERRES Francis		BONZOM David	Absent
DENIS Elisabeth		TRICHET Annabelle	
LUCAS Gwenaëlle		HENRIONNET Cyrielle	
VALLADE Philippe			